

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 21 (Partie II – Titre B – Chapitre 1), Traité constitutionnel sur l'action extérieure.

Déposée par ~~Madame ou~~ Monsieur Oğuz DEMIRALP

Qualité : ~~–Membre~~ - Suppléant

Article 21 :

- *Supprimer cet Article*

1. ~~La coopération plus étroite en matière de défense mutuelle telle que prévue à l'article 30, paragraphe 7 de la Partie I est ouverte à tous les États membres de l'Union. Une liste des États membres participant est reprise dans une déclaration annexée à la présente Constitution. Si un État membre souhaite y participer à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il en informe le Conseil européen et souscrit à la déclaration annexée à la Constitution.~~
2. ~~Un État participant qui fait l'objet d'une agression armée sur son territoire informe les autres États participant de la situation et peut demander l'aide et l'assistance de ceux-ci. Les États participant se réunissent au niveau ministériel, assisté par leur représentant au sein du comité politique et de sécurité et du comité militaire.~~
3. ~~Le Conseil de Sécurité des Nations Unies est immédiatement informé de toute agression armée ainsi que des mesures prises en conséquence.~~
4. ~~Ces dispositions n'affectent pas, pour ceux qui sont concernés, les droits et obligations résultant du traité de l'Atlantique Nord.~~

Explication éventuelle :

L'OTAN a prouvé sa validité et ses compétences dans le cadre de la défense européenne durant ces cinquante dernières années. Nous ne devrions pas créer de nouveaux engagements en Europe qui mènerait à une défense commune. Une telle approche ne conduira pas seulement à la duplication et au gaspillage de nos ressources mais nuirait aussi sûrement aux relations transatlantiques lesquelles sont indispensables pour la sécurité européenne.